

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

DÉSAMIANTAGE ET DÉMOLITION D'UNE PROPRIÉTÉ EXPOSÉE AUX CHUTES DE BLOCS ET ÉBOULEMENTS

66 Chemin du Grand Roher

38740 CHANTEPERIER

Dossier n° : 250612440000022

Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPA : Catégorie 3



Indice	Date	Modifications	Rédaction
1	17/07/2025	PGSC du 17/07/2025 Commentaire : Mise à jour intégrant le Diagnostic Géotechnique G5	Nicolas PASCAL
0	17/07/2025	PGSC indice 0 du 17/07/2025 Commentaire : Version initiale	Nicolas PASCAL

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description de l'opération

2. SUGGESTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Activité mitoyenne

2.1.1. Principe général de protection de tiers

2.1.2. Chantiers

2.1.3. Servitude

2.1.4. Maintien des accès secours

2.2. Caractéristiques du sol

2.2.1. Caractéristiques du sol

2.3. Réseaux existants

2.3.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.3.2. Réseaux enterrés

2.3.3. Réseaux aériens

2.4. Ouvrages existants

2.4.1. Ouvrages existant

2.4.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

2.5. Matériaux dangereux

2.5.1. Amiante

2.5.2. Plomb

2.6. Prévention des chutes de blocs

2.6.1. Purge préalable

2.6.2. Plan de sécurité

2.6.3. Système d'alerte

2.6.4. Procédure d'évacuation

2.6.5. Formation

3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.2.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.2.2. Branchement en eau

3.2.3. Branchement en électricité

3.2.4. Branchement d'assainissement

3.2.5. Accès

3.3. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.3.1. Plan d'installation de chantier

3.3.2. Occupation du domaine public

3.3.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.3.4. Identification du personnel

3.3.5. Visites de chantier par des tiers.

3.3.6. Panneau de chantier

3.3.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.3.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.3.9. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

- 3.3.10. Signalisation de danger - Sortie de camions
- 3.3.11. Signalisation de danger - Autres
- 3.3.12. Base vie - Modalités d'organisation
- 3.3.13. Base vie - Effectif de dimensionnement
- 3.3.14. Base vie - Définition des installations
- 3.3.15. Base vie - Installations complémentaires
- 3.3.16. Base vie - Entretien des installations
- 3.3.17. Sécurité incendie des installations
- 3.3.18. Installations de distribution électrique
- 3.3.19. Installations d'éclairage
- 3.3.20. Vérification réglementaire des installations électriques
- 3.3.21. Entretien des installations électriques
- 3.3.22. Points d'eau et d'évacuation
- 3.3.23. Ouverture/fermeture, gardiennage, vidéosurveillance

3.4. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

- 3.4.1. Examen d'adéquation
- 3.4.2. Planification et organisation des livraisons
- 3.4.3. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.4.4. Manutentions et levages
- 3.4.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue
- 3.4.6. Organisation des approvisionnements - Zone de déchargement
- 3.4.7. Moyens de levage propre à chaque lot

3.5. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.5.1. Voie piétonne
- 3.5.2. Accès des véhicules et stationnement
- 3.5.3. Nettoyage des voiries extérieures
- 3.5.4. Accès dans les bâtiments
- 3.5.5. Accès dans les étages
- 3.5.6. Accès en toiture

3.6. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.6.1. Principe général
- 3.6.2. Conception des protections collectives
- 3.6.3. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.6.4. Protection en rives en toiture

3.7. Mise en commun des moyens - Echafaudages

- 3.7.1. Servitude d'échafaudage

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.8.1. Bennes à gravais et déchets
- 3.8.2. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.8.4. Evacuation des matières dangereuses
- 3.8.5. Déchets amiantés

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.9.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation
- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline
- 4.1.4. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.5. Travaux de VRD
- 4.1.6. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.7. Dépose charpente
- 4.1.8. Travaux sur couverture
- 4.1.9. Echafaudages
- 4.1.10. Travaux en façade

- 4.1.11. Travaux en hauteur
- 4.1.12. Prévention du risque incendie
- 4.1.13. Utilisation de produits dangereux ou à risques

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

7 ANNEXES

- 7.1 Rocher Scalp.jpg**
- 7.2 Suggestion piste d'accès.jpg**
- 7.3 Fiche de Classification des Prestataires.pdf**
- 7.4 Réponse DT ENEDIS.jpg**

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	Direction Départementale des Territoires de l'Isère	17 boulevard Joseph-Vallier 38040 GRENOBLE
Maître d'oeuvre	BETREC	4 avenue Doyen Louis Weill 38000 GRENOBLE
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	1 Rue du Docteur Pascal 38130 ECHIROLLES
CARSAT	CARSAT	27 rue André Maginot 38000 GRENOBLE
DDETS de l'Isère	DREETS	1 avenue Marie Reynoard 38029 GRENOBLE Cedex 02
OPPBTP	OPPBTP	Bâtiment Andromède 3, Rue des Méridiens 38130 ECHIROLLES FRANCE
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	1 Rue du Docteur Pascal 38130 ECHIROLLES

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
01 - Désamiantage – Démolition			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Ce plan général de coordination est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

Désamiantage et démolition d'une propriété exposée aux chutes de blocs et éboulements

1.4.1. Description de l'opération

Le programme consiste en la démolition d'une maison et de ses dépendances situées au 66 chemin du grand rocher à CHANTEPRIER (38), dans l'objectif de gérer une exposition aux risques de chutes de blocs et d'éboulement. La démolition doit permettre la création d'un merlon assurant la protection d'autres habitations menacées de manière moins importante. Les matériaux issus de la démolition, seront réutilisés pour la construction du merlon de protection.

Les structures qui feront l'objet d'opérations de désamiantage et de démolition sont les suivantes

- Une maison d'une surface d'environ 100 m² répartie sur deux niveaux.
- Une remise en continuité de la maison et une grange totalisant 141 m².
- Un cabanon de 13 m²

- Une ancienne écurie de 23 m²
- Une remise et une porcherie d'environ 60 m²
- Murs de clôtures

L'emprise au sol de l'ensemble des bâtiments concernés par l'opération est de 237 m² environ.

Le site concerné par les travaux sera entièrement inoccupé durant toute la période d'intervention.

L'accès au site étant contraint, une piste d'accès spécifique sera créée pour les besoins du chantier (voir plan d'accès souhaité par la Mairie en annexe, l'accès définitif est en cours de décision).

Les seuls autres travaux de terrassement prévus dans le cadre de ce marchés sont ceux des purges des fondations. Tous les travaux ultérieurs de terrassement pour la réalisation du merlon font l'objet d'une consultation distincte.

2. SUGGESTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Activité mitoyenne

2.1.1. Principe général de protection de tiers

Dispositions prévues	A la charge de
Il est à noter que les travaux sont à réaliser à proximité immédiate d'un village habité, par conséquent vous organiserez toutes les dispositions nécessaires à la sécurité et à la protection des tiers et veillerez à leur application rigoureuse, y compris leur entretien pendant la durée des travaux, démontage et repliement en fin de chantier ou en fin de journée (information, balisage, signalisation, barrières, protections, passages aménagés...).	Maître d'œuvre
Le survol des charges par grue sur une zone ouverte au public est à proscrire.	Tous Corps d'état
Une rigueur sera attendue sur le respect des vitesses de circulation des engins évoluant dans l'environnement du chantier. Les voiries seront entretenues et maintenues nettoyées .	01 - Désamiantage – Démolition
Prendre les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances sonores aux créneaux autorisés et pour rabattre les poussières. Les horaires autorisés de travail sont de 8 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi inclus.	01 - Désamiantage – Démolition

2.1.2. Chantiers

Dispositions prévues	A la charge de
Il est possible que des consignes complémentaires sur l'organisation de chantier soient données en cours d'opération.	Tous Corps d'état

2.1.3. Servitude

Dispositions prévues	A la charge de
Un convention de passage sera réalisée pour créer et emprunter la piste d'accès au chantier. Cette convention détaillera les conditions d'intervention.	Tous Corps d'état Maître d'œuvre Maître d'ouvrage

2.1.4. Maintien des accès secours

Dispositions prévues	A la charge de
Nécessite de laisser des accès pour les véhicules des riverains et secours durant toutes les phases du chantier. Une signalétique claire et entretenue dirigera les véhicules en fonction des phases de travaux.	Tous Corps d'état

2.2. Caractéristiques du sol

2.2.1. Caractéristiques du sol

Dispositions prévues	A la charge de
La Mairie de Chanteperier missionné l'entreprise SAGE pour réaliser un diagnostic géotechnique de type G5, REF 12775 ind B du 20/06/2023. Ce document est à prendre en compte dans la préparation du projet.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Tous Corps d'état
Toute découverte de produits dangereux devra être signalée en temps utile au Maître d'Ouvrage. Il assurera les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes.	Maître d'ouvrage
Les entreprises prendront connaissance des caractéristiques du sol et tiendront compte des contraintes constatées, pour toute installation d'engins ou de moyens de levage, ainsi que pour dimensionner la structure des voiries et plateformes provisoires du chantier.	Tous Corps d'état

2.3. Réseaux existants

2.3.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a établi une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr). Le numéro de télédéclarant est le : 2025070101525TM3	Maître d'ouvrage

2.3.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès du site. Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur. L'entreprise devra analyser les réponses aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération. Pour information, en annexe le retour d'ENEDIS au 02/07/2025	Tous Corps d'état
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot, s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Elle matérialisera au préalable les réseaux existants.	01 - Désamiantage – Démolition

2.3.3. Réseaux aériens

Dispositions prévues	A la charge de
Présence d'un réseau aérien alimentant directement le bâtiment à démolir. Préalablement à toute intervention sur site, une réunion de concertation sera organisée par le Maître d'Œuvre in situ avec les entreprises pour s'assurer des éventuelles mesures de protection devant être mise en place vis-à-vis des câbles aériens.	Maître d'œuvre Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Rappel réglementaire:</p> <p>Pour tous chantiers situés à proximité des lignes électriques, les travaux doivent être exécutés dans le strict respect des dispositions du code du travail. Ces dispositions prévoient notamment que les ouvriers, engins, ou objets manipulés ne doivent pas s'approcher des conducteurs sous tension dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dus au vent.</p>	Tous Corps d'état

2.4. Ouvrages existants

2.4.1. Ouvrages existant

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'emprise foncière est actuellement occupée par des bâtiments. Ces ouvrages seront désamiantés et démolis.</p> <p>Une partie de murs de clôture sera démolie dans les travaux préparatoires pour créer la piste d'accès au chantier : démolition et purge du mur de clôture attenant à la propriété, en limite de parcelle N°555 et n°557 afin de permettre l'accès aux bâtiments depuis la piste créée.</p> <p>Les gravats issus de la démolition seront concassés (0/80) et entreposés sur les parcelles du chantier.</p>	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage fera consigner les branchements, électricité, gaz, eau, par les concessionnaires.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage a fait précéder à la consignation des arrivées électriques. Le certificat de résiliation 0715242 du 03/04/2025 confirme la déconnexion définitive et séparation de tout réseau Enedis.</p> <p>Il n'a pas été identifié de réseau gaz, la production de chauffage était réalisée par des radiateurs électriques, déjà évacués.</p> <p>Pour l'eau, l'arrivée a été coupée, la commune confirme que les entreprises pourront se piquer au réseau depuis les réseaux dans la voirie devant le bâtiment.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra remettre au Maître d'Œuvre les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment. Préalablement au démarrage de son intervention, l'entreprise de démolition s'assurera sur le site de la consignation effective des branchements.</p>	<p>Maître d'ouvrage Maître d'œuvre 01 - Désamiantage – Démolition</p>

2.4.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Présence d'une cuve enterrée qui pourrait être impactée lors des travaux de démolition / terrassement	Maître d'ouvrage

2.5. Matériaux dangereux

2.5.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Le Rapport de repérage de l'amiante avant démolition réalisé par la société AC ENVIRONNEMENT ref 002EW586465-1 du 19/03/2025 conclue à la présence de matériaux contenant de l'amiante.	Maître d'ouvrage

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le retrait d'amiante dans le cadre des travaux, la Maîtrise d'Ouvrage désignera une entreprise habilitée et certifiée pour le retrait de l'amiante.	Maître d'ouvrage
Celle-ci a établira un plan de retrait à transmettre à l'inspection du travail (délai d'un mois avant de commencer le désamiantage à réception de ce document par l'inspection).	01 - Désamiantage – Démolition
Le titulaire du lot chargé du désamiantage devra : - Transmettre les résultats des mesures d'empoussièrement de l'état initial (point 0) avant le début des travaux - Transmettre les résultats de la 1ère restitution - Transmettre le Rapport Final d'Intervention (RFI) pour intégration au DIUO	01 - Désamiantage – Démolition
La Maîtrise d'Ouvrage devra : - Faire réaliser par un diagnostiqueur un examen visuel avant et après dépose du confinement - Faire réaliser les mesures de 2ème restitution avant d'ouvrir les zones désamiantées à des tiers - Transmettre le DTA mis à jour avant la réception de l'opération pour intégration au DIUO	Maître d'ouvrage
Si des investigations complémentaires sont à prévoir, le Maître d'Ouvrage devra faire réaliser les compléments d'analyses dans les parties inaccessibles, pour ce faire il ordonnera au Maître d'OEuvre de phaser les démolitions de manière à faire procéder aux investigations manquantes sans endommager les ouvrages non diagnostiqués. Le planning et les modalités des travaux seront revus en fonction des conclusions de cette mise à jour de rapport.	Maître d'œuvre
Le rapport de repérage amiante avant travaux devra être mis à jour à chaque modification du programme de travaux. Tous les rapports et résultats d'analyses doivent être transmis par le Maître d'Ouvrage aux Coordonnateur SPS, équipe de Maîtrise d'OEuvre et entreprises.	Maître d'ouvrage

2.5.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Les bâtiments ayant à priori été construits avant 1948, le maître d'ouvrage a fait réaliser les diagnostics plomb avant démolition réglementaires. Le cabinet AC Environnement a émis le document suivant : « Diagnostic plomb avant démolition » n°002EW586465, en date du 19/03/2025. La Maîtrise d'Ouvrage devra communiquer ce rapport aux Entreprises/MOE.	Maître d'ouvrage

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Par rapport au Rapport Plomb avant travaux, le seuil réglementaire à partir duquel des mesures spécifiques doivent être prises pour la démolition est de 1 mg/cm² (milligramme par centimètre carré). Au-delà de ce seuil de concentration, les revêtements sont considérés comme contenant du plomb et nécessitent la mise en place de précautions particulières lors des travaux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'information des entreprises intervenantes • La mise en œuvre de protections collectives et individuelles pour les travailleurs • Des procédures spécifiques de gestion des déchets • Éventuellement un plan de retrait selon l'ampleur des travaux <p>Ces mesures visent à prévenir le risque de saturnisme et d'exposition professionnelle lors des opérations pouvant générer des poussières contenant du plomb.</p> <p>Ce seuil est parfois dépassé en suivant les éléments investigués.</p> <p>Dans le cas de repérage de plomb avéré ou de doute, c'est à l'entreprise de définir une méthodologie d'intervention afin d'assurer qu'en aucun cas, ses salariés et les tiers ne soient exposés. Voir le Décret du 23/12/2003 et se référer au document ED909 publié par l'INRS : "Intervention sur les peintures contenant du plomb". La méthodologie choisie devra être intégrée au PPSPS.</p>	01 - Désamiantage – Démolition

2.6. Prévention des chutes de blocs

2.6.1. Purge préalable

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Une purge préalable a été effectuée. Le MOA doit transmettre les documents relatifs à cette action. Ces documents doivent être relayés dans le DCE du MOE.</p> <p>Le MOA doit garantir que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une étude géotechnique complète de la falaise a été effectuée avant le démarrage des travaux (non transmise) • Une purge préventive des zones instables a été effectuée par une entreprise spécialisée (à confirmer) • L'installation de filets de protection en partie supérieure du chantier est suivie par un entretien de ces filets et qu'ils constituent une protection préalable. 	Maître d'ouvrage

2.6.2. Plan de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise devra soumettre, un plan de sécurité adapté détaillant les mesures préventives mises en œuvre. Ce plan de sécurité, sera soumis à la Maîtrise d'Œuvre, à la Maîtrise d'Ouvrage et au CSPS pour avis. Ce plan de sécurité détaillera, sans s'y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La cartographie des zones à risque • La méthode de travail sécurisé • Les protections collectives envisagées • Les protections individuelles • Les protocoles d'évacuation • La formation spécifique du personnel intervenant • Les procédures d'urgences en cas d'éboulement • La signalisation... 	01 - Désamiantage – Démolition

2.6.3. Système d'alerte

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise mettra en place un système d'alerte, par détection de mouvement de roche/ rocher afin de garantir une réactivité maximale aux intervenants pour évacuer le site en cas de situation dangereuse liée aux chutes de blocs ou à d'autres risques sur le chantier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce système d'alerte devra posséder : • Des capteurs de mouvement installés sur les zones instables de la falaise • Un système de transmission en temps réel des données vers un poste central • Des dispositifs d'alerte sonore et visuelle répartis sur l'ensemble du chantier • Une application mobile d'alerte pour tous les intervenants • Personnes à contacter 	01 - Désamiantage – Démolition

2.6.4. Procédure d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>En cas de déclenchement du système d'alerte :</p> <p>Arrêt immédiat de toutes les activités</p> <p>Évacuation selon les cheminements définis dans le plan d'évacuation</p> <p>Regroupement aux points de rassemblement identifiés</p> <p>Comptage des personnels et compte-rendu au responsable sécurité</p>	01 - Désamiantage – Démolition

2.6.5. Formation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise devra former et informer l'ensemble de leur personnel, ainsi que les sous-traitants, aux risques spécifiques du chantier, aux procédures de sécurité et à l'utilisation des systèmes d'alerte. Des causeries sécurité régulières devront être organisées.</p>	01 - Désamiantage – Démolition

3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Le planning général des travaux a pas été transmis au coordonnateur lors de la rédaction du présent PGC.	Maître d'œuvre
Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.2.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	01 - Désamiantage – Démolition

3.2.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Un point de raccordement provisoire avec comptage sera mis à la disposition de l'opération au démarrage du chantier	01 - Désamiantage – Démolition

3.2.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Branchement électrique provisoire de chantier comprenant: - La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution. - L'abonnement et la consommation seront réglés par l'entreprise	01 - Désamiantage – Démolition
Prévoir une alimentation secours pour les travaux de désamiantage	01 - Désamiantage – Démolition

3.2.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
Disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement.	01 - Désamiantage – Démolition

3.2.5. Accès

Dispositions prévues	A la charge de
Une piste d'accès au chantier devra être réalisée selon la localisation prévue à la convention d'occupation temporaire des terrains. La piste d'accès, d'une largeur de 4m, devra permettre l'accès des véhicules de chantier avec une structure en grave GNT 0/80 et compactage. Remise en état, à la fin du chantier.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.3.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Un PIC de principe par phase doit être réalisé.</p> <p>Prévoir une réunion de synthèse en phase préparation et avant chaque phase.</p> <p>Le Plan de circulation doit être validé en phase préparation par les services concernés.</p>	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Sur ce plan figureront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets, * Les entrées du bâtiment, * L'implantation des engins de levage, * L'implantation des zones de déchargement. 	01 - Désamiantage – Démolition
Faire figurer également dans le PIC les modalités d'accès aux équipements de surveillance de la paroi	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier. L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée avant le démarrage des travaux de déboisage et complètera les clôtures existantes le cas échéant. Elle sera constituée de type Héras, hauteur de 2,00 m, montants fixés sur des plots béton et reliés entre eux, par des connecteurs. Importance de la signalétique informative et directionnelle sur les clôtures. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	01 - Désamiantage – Démolition
Les clôtures seront mises en place de manière à être pérennes et stables, la signalisation routière et signalétique chantier sera mise en place. Entretien à prévoir hors activité.	01 - Désamiantage – Démolition
Prévoir 1 portails fermant à clefs pour l'accès des véhicules depuis la nouvelle piste. Prévoir un portillon pour les piétons depuis les parkings extérieurs, indépendant du portail d'entrée des véhicules.	01 - Désamiantage – Démolition
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	01 - Désamiantage – Démolition
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.4. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

3.3.5. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage et se feront sous sa responsabilité.	Maître d'ouvrage

3.3.6. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau. Elle est responsable de la stabilité du panneau.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place du panonceau "chantier interdit au public", à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place du panonceau "Port du casque obligatoire", à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.9. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels du site. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.10. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.11. Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panonceaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panonceau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.12. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	01 - Désamiantage – Démolition
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	01 - Désamiantage – Démolition

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	01 - Désamiantage – Démolition
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	01 - Désamiantage – Démolition
Le titulaire du lot désamiantage mettra en place une installation de chantier complémentaire pour les opérateurs effectuant le désamiantage.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.13. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen de 6 personnes.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.14. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Possibilité d'accéder à la base vie en chaussures de ville · Déplacement en cours de chantier · Lave botte · Climatisation et ventilation dans les bureaux de chantier conformément à la nouvelle réglementation sur les fortes chaleurs, réfectoire · Un point d'eau extérieur à la base vie pour nettoyer les outils, avec récupération des eaux souillées. 	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Vestiaires :</p> <p>Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.</p>	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Sanitaires de la Base de vie :</p> <p>Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.</p>	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Réfectoires :</p> <p>Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.</p>	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Salle de réunion :</p> <p>Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.</p>	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.15. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	Tous Corps d'état

3.3.16. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire des bureaux et de la salle de réunion, la vidange de la fosse septique. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.17. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	Tous Corps d'état

3.3.18. Installations de distribution électrique

Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier, il doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.19. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes avec des guirlandes led.	01 - Désamiantage – Démolition
Les installations d'éclairage provisoires seront complétées d'un balisage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant dans les cages d'escaliers, les halls d'entrées et sous-sols.	01 - Désamiantage – Démolition
L'entreprise installera des projecteurs afin d'éclairer les voies de circulations extérieures, notamment piétonnes. L'entreprise devra l'adaptation et la maintenance du dispositif pendant toute la durée des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.20. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification conformément à la réglementation.	Tous Corps d'état

3.3.21. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	Tous Corps d'état

3.3.22. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs.	01 - Désamiantage – Démolition
Un raccordement sera prévu devant le bâtiment.	01 - Désamiantage – Démolition

3.3.23. Ouverture/fermeture, gardiennage, vidéosurveillance

Dispositions prévues	A la charge de
- Gros Œuvre : ouverture/ fermeture des portails du chantier pour toute la durée du chantier	01 - Désamiantage – Démolition

3.4. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.4.1. Examen d'adéquation

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément à l'Arrêté du 01/03/2004 relatif à la vérification des équipements de travail utilisés pour le levage de charges, avant de choisir un engin, une machine, un appareil de levage, un échafaudage .. un examen d'adéquation est nécessaire pour s'assurer que l'équipement de travail sera adapté à l'opération à réaliser, et qu'il pourra être utilisé conformément à la notice d'instructions du fabricant. Il doit tenir compte de l'environnement du chantier et de son évaluation des risques. Il est indispensable qu'il soit réalisé avant les travaux afin de valider ou non le choix de l'équipement. Par exemple, pour une opération de levage, l'examen d'adéquation portera sur la vérification des caractéristiques de l'engin de levage et des accessoires de levage pour effectuer les manutentions dans les conditions du chantier en tenant compte des caractéristiques des charges à manutentionner. Ce document doit être formalisé par écrit, daté et signé par le responsable des travaux.	Tous Corps d'état

3.4.2. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
Le Maître d'Œuvre organisera la planification commune des opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	Maître d'œuvre
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Maître d'œuvre
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise affectera une personne à la planification et organisation des livraisons, cette personne sera référencée dans le DHOL de l'entreprise.	Tous Corps d'état

3.4.3. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier.	01 - Désamiantage – Démolition
Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet.	Tous Corps d'état
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Tous Corps d'état
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	Tous Corps d'état
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site, notamment en toiture.	Tous Corps d'état
Les stockages de longue durée seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	Tous Corps d'état
En présence de lignes électriques aériennes, les livraisons et les stockages seront interdits sous et dans la zone à risques des lignes électriques sauf sous conditions spécifiques données par l'exploitant et le Maître d'Œuvre.	Tous Corps d'état

3.4.4. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, le titulaire transmettra au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état
Préalablement à son intervention, le titulaire annexera dans son PPSPS le plan d'implantation des appareils de levage nécessaires qui lui seraient spécifiques, et le plan d'implantation de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levage en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues ; fixes ou automotrices, un dispositif de gestion des risques d'interférences par convention doit être mis en place. Les grutiers seront équipés de talkie-walkie le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.4.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

Une gestion commune des grues est mise en place pour l'ensemble des entreprises, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.

Dispositions prévues	A la charge de
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise demandeuse, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	Tous Corps d'état
La grue est mise à disposition au crochet sans appareils de levage. L'entreprise intervenante est responsable des manœuvres, de la fourniture des appareils adaptés de l'élingage et du guidage des opérations. Dans le cas d'utilisation de la grue avec angle mort, le signaleur intermédiaire appartient à l'entreprise dite « prêteuse ». Les colis doivent être préparés par l'entreprise demandeuse et attachés de telle sorte qu'ils ne présentent aucun risque (tortillards proscrits) dans le cas contraire, l'entreprise « prêteuse » peut refuser leur manutention. La vérification du colisage est sous la responsabilité de l'entreprise demandeuse. Le colisage doit être conforme aux normes et à la réglementation en vigueur (décrets 23/08/47, 08/01/65, circulaire TM 08/60 ...) et ne présenter aucun danger durant sa manutention.	Tous Corps d'état
La réception et le stockage des colis sont également sous la responsabilité de l'entreprise demandeuse, qui doit prévoir dans son PPSPS, que les moyens mis en œuvre pour la réception des colis soient organisés en toute sécurité (recettes ...). Dans le cas où le PPSPS n'est pas obligatoire, ces moyens et modes opératoires sont définis au cours de réunions de chantier.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Tous Corps d'état
Les entreprises devront transmettre à l'entreprise gestionnaire de la grue, leur planning prévisionnel de livraisons utilisant la grue, avec dates et durées, ainsi que les points d'introduction dans le bâtiment afin d'être en mesure de garantir une durée d'immobilisation de la grue du chantier.	Tous Corps d'état

3.4.6. Organisation des approvisionnements - Zone de déchargement

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de déchargement seront mis à la disposition de l'ensemble des entreprises pendant toute la période du chantier.	Maître d'œuvre 01 - Désamiantage – Démolition

3.4.7. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du maître d'Œuvre en concertation avec le coordonnateur.	Tous Corps d'état

3.5. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.5.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	01 - Désamiantage – Démolition
Les entrées des bâtiments devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'embranchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	01 - Désamiantage – Démolition
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	01 - Désamiantage – Démolition

3.5.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en oeuvre.	Tous Corps d'état
Tous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel, stationneront sur le domaine public.	Tous Corps d'état

3.5.3. Nettoyage des voiries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprend le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier.	01 - Désamiantage – Démolition

3.5.4. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.	01 - Désamiantage – Démolition

3.5.5. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers existants	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
En cas d'impossibilité ou de difficulté, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire (proscrire autant que possible les échelles).	Tous Corps d'état

3.5.6. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre. L'entreprise devra l'entretien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux. L'équipement sera maintenu en place pendant toute la durée des interventions en toiture.	01 - Désamiantage – Démolition

3.6. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.6.1. Principe général

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives à mettre en œuvre sont établies sous le principe général suivant : La conception et l'installation de protection collective relève de l'entreprise qui crée le risque. Ces éléments ne sont pas improvisés sur le chantier, ils font l'objet d'une conception soumise au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS, avant la mise en œuvre de l'élément de construction considéré.	Tous Corps d'état

3.6.2. Conception des protections collectives

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives seront conçues pour que les travaux soient réalisés en sécurité à tout moment, y compris lors du montage, démontage de ces dernières.	Tous Corps d'état

3.6.3. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections provisoires sont maintenues et entretenues en état jusqu'à suppression du risque.	Tous Corps d'état
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : - prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection - avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée - assurer la continuité de la sécurité collective par un autre moyen au moins équivalent à celui-ci (à définir le PPSPS) - établir la protection collective à la fin des travaux - faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS ou le Maître d'Œuvre demanderont au maître d'Ouvrage de faire intervenir le titulaire responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge du titulaire.	Maître d'œuvre

3.6.4. Protection en rives en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	01 - Désamiantage – Démolition
Pour les toitures en pente, considérant qu'une protection collective classique n'est pas suffisamment efficace pour arrêter la chute d'un compagnon, nous demandons à l'entreprise de respecter la norme NF EN 13374 qui s'applique aux garde-corps périphériques pour surfaces planes et inclinées et spécifie les exigences relatives à trois classes de garde-corps périphériques temporaires. Pour les garde-corps périphériques remplissant une fonction antichute (par exemple, chute ou glissade le long d'une toiture en pente), la présente norme spécifie les exigences concernant l'absorption d'énergie. Plus d'informations dans le guide OPPBTP F1G0410 : "Guide de sécurité pour les travaux de couverture".	01 - Désamiantage – Démolition

3.7. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.7.1. Servitude d'échafaudage

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de mise en commun, un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.	Tous Corps d'état

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.8.1. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	01 - Désamiantage – Démolition

3.8.2. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Maître d'œuvre

3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Maître d'œuvre

3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en oeuvre.	Tous Corps d'état
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'oeuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en oeuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

3.8.5. Déchets amiantés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise se créera sur site une zone de stockage transitoire des déchets amiante avant évacuation en centre d'élimination agréée. Il s'agira d'une aire grillagée. Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs du chantier. Cette zone, close, devra recevoir une peau de polyane au niveau du sol et sur les pourtours afin de prémunir d'une pollution accidentelle. En fin de chantier, les polyanes seront retirés avec le plus grand soin et mis en déchets amiante pour leur envoi en filière de traitement. L'entreprise doit assurer la décontamination de la zone recevant les déchets. Ceux-ci restent sous son entière responsabilité. L'entreprise fera apparaître sur le plan d'installation de chantier fourni lors de la phase de préparation, les zones de stockage des déchets amiante. Aucun stockage prolongé sur site ne sera accepté. Aucun déchet ne sera stocké sur place après la fin des travaux.	01 - Désamiantage – Démolition

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.9.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	Tous Corps d'état
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'alerte des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Affiche "En cas d'accident" téléchargeable sur : https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/affiche/en-cas-d-accident_mYyGGH72jEjUBC7kVDn8gB	01 - Désamiantage – Démolition
Au moins une personne de chaque équipe doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.9.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS.</p> <p>En cas d'accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DREETS), l'OPPBTP et le coordonnateur sécurité. 	Tous Corps d'état

3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

3.9.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Dispositions prévues	A la charge de
Au cours des travaux, des garde-corps provisoires de protection seront installés au droit des vides laissés.	01 - Désamiantage – Démolition
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes.</p> <p>Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient alors :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; - de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute. 	01 - Désamiantage – Démolition
Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	01 - Désamiantage – Démolition
Le programme et les modalités de démolition du bâtiment doivent être conçus par ailleurs de façon à ne pas surcharger anormalement les planchers existants. Quelle que soit la méthode appliquée, la démolition qui ne vise pas l'effondrement total du bâtiment, doit être conduite étage, par étage. Il est également indispensable d'étayer les planchers vétustes et d'installer les étalements destinés à supporter l'accumulation de charges, en commençant par le niveau le plus bas et, en progressant vers le haut.	01 - Désamiantage – Démolition
L'entreprise devra s'assurer auprès d'un bureau d'études de la surcharge admissible des planchers existants. Elle tiendra compte des surcharges constatées, dans sa méthodologie d'intervention. Les planchers seront étayés suivant les nécessités.	01 - Désamiantage – Démolition
Il convient de veiller à ce que les matériaux et éléments de construction ne soient pas en équilibre instable. En particulier, les éléments de construction, en porte-à-faux dangereux, qui doivent être abattus ou réhabilités.	01 - Désamiantage – Démolition
<p>L'entreprise joindra à son PPSPS une note méthodologique faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les moyens mis en œuvre pour interdire l'accès sous la zone de travail aux autres intervenants. * Les moyens mis en œuvre pour les accès en hauteur. * Les dispositifs provisoires de supportage des ouvrages. * Les dispositifs de protection collective installés sur les trémies, après la dépose des équipements. 	01 - Désamiantage – Démolition
Création de trémies ou de percements dans les ouvrages existants: Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise devra condamner les accès sous la zone de percement. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant strictement l'accès à la zone présentant un risque de chute de matériaux.	01 - Désamiantage – Démolition
La prévention des risques de chute de hauteur se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. La protection sera mise en place au fur et à mesure de la dépose des ouvrages de sécurité existants.	01 - Désamiantage – Démolition

4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les PV de mesures libératoires doivent être transmises au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	01 - Désamiantage – Démolition
Phase désamiantage: Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	01 - Désamiantage – Démolition
Les travaux de démolition ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	01 - Désamiantage – Démolition Maître d'œuvre

4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, perçements, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage seront interdits sans le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	Tous Corps d'état
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	Tous Corps d'état
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	Tous Corps d'état

4.1.4. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.	01 - Désamiantage – Démolition
En cas de découverte en cours de travaux d'une pollution des sols, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature de pollution (risque d'explosion, risque pour la santé, etc..)	01 - Désamiantage – Démolition
En cas de découverte en cours de travaux d'un risque pyrotechnique, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature du risque (explosion, etc..)	01 - Désamiantage – Démolition

4.1.5. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité. Des passerelles protégées seront positionnées pour enjamber les tranchées en cours. Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit. Les zones en travaux hors circulation seront balisées. Si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.	01 - Désamiantage – Démolition
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les canalisateurs, les ouvriers en travaux publics.	Tous Corps d'état
En présence de réseaux enterrés à proximité des zones d'intervention, l'entreprise devra faire réaliser la géolocalisation et le marquage des réseaux. L'entreprise Informera son personnel sur la localisation et les mesures de sécurité. L'entreprise devra maintenir le marquage piquetage pendant toute la durée des interventions.	Tous Corps d'état
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	01 - Désamiantage – Démolition Tous Corps d'état
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressé.	Tous Corps d'état

4.1.6. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; • une main courante ; • une lisse intermédiaire à mi-hauteur; - Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Tous Corps d'état

4.1.7. Dépose charpente

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de démontage de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes les personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	01 - Désamiantage – Démolition

4.1.8. Travaux sur couverture

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès en toiture est à privilégier par une sapine. L'entreprise prévoira l'immobilisation de la sapine jusqu'à la fin des travaux en toiture.	01 - Désamiantage – Démolition

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives sur toutes les rives de toiture seront installées avant la dépose de la toiture et de la charpente.	01 - Désamiantage – Démolition
Préalablement à la dépose de la couverture, mise en place de filets de protection contre les chutes, en sous-face de la charpente, sur l'intégralité des zones.	01 - Désamiantage – Démolition

4.1.9. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage ou démontage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	Tous Corps d'état
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	Tous Corps d'état
Un auvent de protection contre les chutes d'objets sera installé au droit de chaque entrée, des bâtiments, dès le démarrage des travaux en façade. L'entreprise devra le maintien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions en façade ou toiture.	01 - Désamiantage – Démolition

4.1.10. Travaux en façade

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins d'emprise au sol.	01 - Désamiantage – Démolition

4.1.11. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et/ou de plates-formes individuelles de travail.	Tous Corps d'état Maître d'œuvre

4.1.12. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, ...) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
A l'issue des travaux par point chaud l'entreprise devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement. Une vérification sera réalisée au plus tôt avant de quitter le chantier.	Tous Corps d'état

4.1.13. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Tous Corps d'état
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

Se référer au document annexé pour la bonne intégration des prestataires dans l'organisation de chantier et de leur analyse de risque.

Prévenir le CSPS au moins 3 semaines avant l'intervention pour qu'il puisse voir avec le logigramme de l'OPPBTP si l'entreprise fait une inspection commune + PPSPS ou si elle est intégrée dans l'analyse de risque du donneur d'ordre.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Nicolas PASCAL	Tél : 0622645537 Email : nicolas.pascal@socotec.com
Etabli le : 17/07/2025 Date de modification : 17/07/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier : 66 Chemin du Grand Roher 38740 CHANTEPERIER	
Contraintes horaires de livraisons :	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)
Autres renseignements utiles : (contraintes administratives, etc..)	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

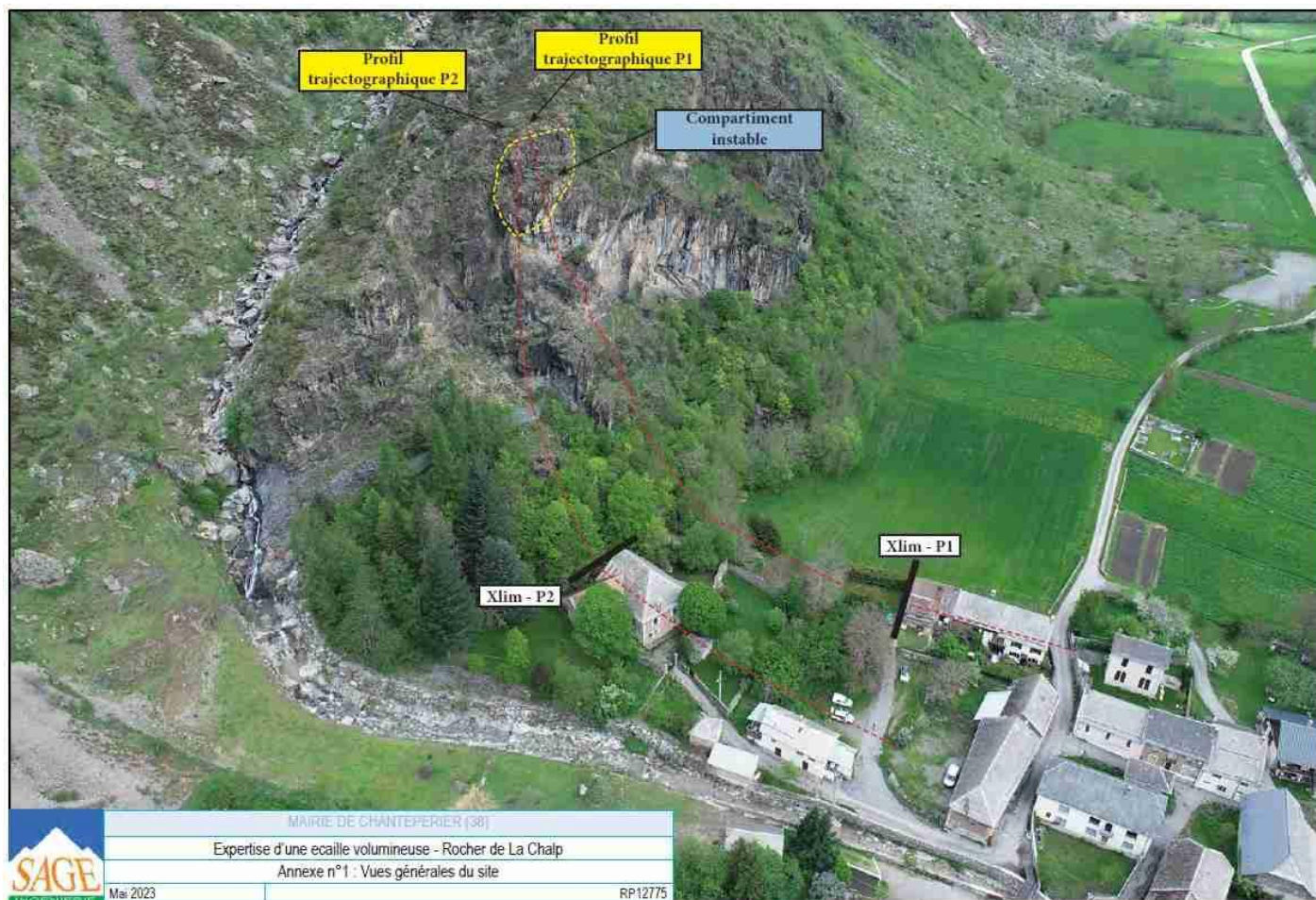
Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 Rocher Scalp.jpg



2 Suggestion piste d'accès.jpg



Vue générale

3 Fiche de Classification des Prestataires.pdf

 SOCOTEC	ANNEXE AU PGCSPS Fiche de classification des prestataires	Date : 15/07/2025
---	--	----------------------

<i>Partie 1</i> <i>À renseigner par l'entreprise donneur d'ordres et à transmettre au CSPS et au Moa 3 semaines au plus tard avant le démarrage de la prestation</i>		
Opération		
Entreprise « Donneur d'ordres »		
Entreprise Prestataire		
Coordonnées	Responsable	
	Adresse	
	Téléphone	
	Mail	
Prestation à réaliser		
Zone d'intervention sur chantier		
Date de démarrage		
Durée de la prestation		
Effectif prévu		

	IDENTIFICATION DES RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
Risques exportés		

DOCUMENTS DE PREVENTION REMIS AU PRESTATAIRE PAR LE DONNEUR D'ORDRES :			
PGC et annexes transmis au prestataire	<input type="checkbox"/>	Plan Installation de Chantier remis au prestataire	<input type="checkbox"/>
PPSPS du titulaire remis et présenté au prestataire	<input type="checkbox"/>	Autre :	<input type="checkbox"/>

<i>Partie 2</i> <i>À renseigner par le CSPS - Choix proposé au Moa</i>	
Prestataire soumis à Inspection commune (IC) et PPSPS	<input type="checkbox"/>
Prestataire non soumis à IC/PPSPS : Analyse de risques à fournir au CSPS et à intégrer au PPSPS de son donneur d'ordre	<input type="checkbox"/>

REPRESENTANTS	NOMS	DATE	SIGNATURES	VISA CSPS
Entreprise Titulaire				
Entreprise Prestataire				

N° : SPSDM/25/004 ind 0

4 Réponse DT ENEDIS.jpg

